

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 20 mars 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Finances publiques : en janvier et février, la Chine enregistre un déficit public de 78 Mds RMB (10,5 Mds EUR)

Politique monétaire : la PBoC abaisse le taux de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières

Immobilier : annonce d'un plan de restructuration partiel par China Evergrande, concernant ses dettes à l'étranger

Politique économique : publication d'une liste de priorités par le Bureau Général du Comité central du PCC, reprenant les grands axes des annonces politiques précédentes

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché boursier : poursuite d'une hausse légère des indices

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : baisse des échanges commerciaux entre la Chine et le reste du monde sur les deux premiers mois de 2023

Relations Chine-Russie : Vladimir Poutine annonce vouloir accroître les échanges économiques entre la Chine et la Russie

Investissements sortants : relance du projet de mine de fer de Simandou, en Guinée

Investissements sortants : les entreprises publiques chinoises continuent à investir dans des ports à travers le monde

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : Huawei modifie sa stratégie d'approvisionnement

Innovation : les modalités de la réforme du système d'innovation chinois se précisent

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Énergie fossile : la visite de Xi Jinping en Russie n'aboutit pas sur un accord sur le gazoduc Power of Siberia 2

Climat : la Chine réaffirme son opposition au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE (MACF), invoquant une incompatibilité avec les règles de l'OMC

Climat : la Cour suprême populaire au soutien de l'objectif d'atteinte de la neutralité carbone

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Zhejiang : lancement de la construction du réacteur N°4 de la centrale nucléaire de Sanmen

Zhejiang : premier sommet industriel chinois sur la réalité virtuelle et le métavers à Hangzhou

Shanghai : allègements fiscaux pour les investissements étrangers pour l'innovation scientifique et technique dans la nouvelle zone de Pudong

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Bourse : forte volatilité à la bourse de Hong Kong en début de semaine suite au rachat en urgence de Credit Suisse

Politique monétaire : la HKMA relève à nouveau son taux directeur de 25 points de base, suite à la décision similaire de la FED

Marché de l'emploi : un regain de dynamisme est à prévoir en 2023 selon une nouvelle étude de KPMG

Macao

Tourisme : augmentation du nombre de visiteurs de 143,1% en g.a. en février

Taiwan [\(ici\)](#)

Taux d'intérêt : la CBC annonce une cinquième hausse consécutive de ses taux directeurs

Export : la demande externe adressée à Taïwan enregistre une baisse continue en février 2023

Prix de l'électricité : le MOEA valide une augmentation moyenne de 11%

Mongolie [\(ici\)](#)

Green bond : la SFI investit dans la première obligation verte de Mongolie

Chine continentale

Conjoncture

Finances publiques : en janvier et février, la Chine enregistre un déficit public de 78 Mds RMB (10,5 Mds EUR)

Nota bene : les données publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale. Seul le deuxième compte public (qui recense les opérations des fonds gouvernementaux) est également mentionné ici. Comme pour les chiffres d'activité, les données pour janvier et février sont publiées conjointement et agrégées par le MoF, pour lisser l'effet du nouvel an chinois.

Sur les deux premiers mois de l'année, la Chine enregistre un déficit public au niveau de ses deux premiers comptes publics de 78,4 Mds RMB (11,2 Mds EUR), contre un surplus de 309 Mds RMB en 2022.

Dans le détail du premier compte public, les recettes publiques s'établissent à 4 564 Mds RMB, en baisse de 1,2 % en g.a. Les recettes du gouvernement central (48 % du total) sont en baisse de 4,5 % en g.a., tandis que celles des gouvernements locaux progressent de 2 % en g.a. Les recettes fiscales enregistrent une baisse de 3,4 % en g.a., alors que les recettes non-fiscales progressent très fortement, à +15,6 % (le MoF ne détaille pas la composition des recettes non-fiscales). En particulier, parmi les recettes fiscales, les droits de mutation (prélevés lors des achats et ventes de biens immobiliers) sont en baisse de 4 %. Les recettes de la taxe sur l'achat de véhicule sont en baisse de 32,8 % en g.a., en lien avec la baisse des ventes automobiles enregistrée sur les deux premiers mois de l'année ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 13 mars 2023](#)) et l'effet de certaines mesures d'exemption de cette taxe mises en œuvre jusqu'à la fin de l'année dernière.

Les dépenses publiques s'établissent à 4 089 Mds RMB, en hausse de 7 % en g.a. On note en particulier sur les mois de janvier et février la croissance des dépenses de sécurité sociale et d'emploi (+9,8 % en g.a.), de santé (+22,3 %) et de remboursement de la dette (+ 27,3 % en g.a.).

Sur ce premier compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le MoF), la Chine enregistre donc un excédent de 475 Mds RMB (68 Mds EUR).

Du côté du deuxième compte public, la Chine enregistre une baisse de 24 % des revenus des fonds gouvernementaux, à 696,5 Mds RMB, tirée par la contraction des recettes des fonds gouvernementaux locaux (qui représentent l'essentiel du deuxième compte public). Ces derniers sont toujours fortement affectés par les difficultés du secteur immobilier : les recettes liées à la vente de terrain (qui représentent 89 % des recettes des fonds locaux, et 80 % des recettes des fonds au niveau national) sont toujours en forte baisse de 29 % en g.a. Les dépenses des fonds sont en baisse de 11 % en g.a., à 1 249 Mds RMB. Le solde du deuxième compte public est donc en déficit de 553 Mds RMB (79 Mds EUR).

Politique Monétaire : la PBoC abaisse le taux de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières

Le 17 mars, la banque centrale chinoise a [annoncé](#) officiellement une réduction du taux de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 25 points de base, à l'exception de celles ayant mis en place déjà un ratio de réserves de 5%. C'est la première fois de cette année qu'elle réduirait le montant des réserves obligatoires imposées aux institutions financières, libérant ainsi des liquidités pour soutenir l'économie. L'annonce prendra effet le 27 mars et après cette réduction, le ratio moyen pondéré des réserves obligatoires des institutions financières s'établira à 7,6% environ. La précédente baisse a été annoncée en novembre 2022 ([Voir les Brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 novembre 2022](#)), de 25 points de base également.

Seulement 2 jours avant l'annonce, la PBoC avait déjà procédé à une opération de facilité de prêt à moyen terme (MLF) de 481 Mds RMB sur un an. Le montant sur-couvre considérablement le montant des MLF arrivant à l'échéance ce mois-ci, qui est de 200 Mds RMB, et le taux reste inchangé à 2,75%. Depuis décembre, la même opération a été exécuté pour 4 mois consécutivement par la PBoC afin de soutenir les liquidités des banques et par conséquent, la baisse du taux de réserves obligatoires n'était pas anticipée par les experts du secteur.

Le déploiement de ces deux outils s'inscrit dans l'intention de la PBoC de maintenir une politique monétaire « prudente ». Elle a promis de mener cette année une politique « précise et énergique » pour soutenir la reprise économique de la Chine, en maintenant des liquidités « raisonnablement abondantes » et en réduisant les coûts de financement pour les entreprises.

Immobilier : annonce d'un plan de restructuration partiel par China Evergrande, concernant ses dettes à l'étranger

Le 22 mars, le groupe China Evergrande a annoncé un plan de restructuration de ses dettes à l'étranger. Le groupe a déclaré qu'au cours des trois prochaines années, sa tâche principale serait d'assurer la livraison des logements et qu'elle s'efforcerait de maintenir le bon fonctionnement dans « la reprise de travail et la production ». Le groupe estime avoir un besoin en financement à hauteur de 250-300 Mds CNY (entre 33 et 40 Mds EUR).

Le plan de restructuration consiste à substituer les dettes actuelles l'émission de nouvelles obligations de 4 à 12 ans, à des taux d'intérêt annuels entre 2% et 7,5%. Les intérêts ne seront payés qu'à partir de la 4^{ème} année où le principal commencerait également à être remboursé à proportion de 0,5%. Dans le détail, deux catégories de dettes sont essentiellement concernées :

- 13,9 Mds USD de billets à garantie supérieure émis par China Evergrande. Pour ceux-ci, le groupe offre aux créanciers deux options :
 - o 1. obtention de nouveaux billets de 10-12 ans émis par Evergrande à taux de conversion de 1 pour 1 ;
 - o 2. conversion en nouveaux billets de 5 à 9 ans émis par la société ; combinaison avec des actions du groupe et ses deux filiales Evergrande Property et Evergrande New Energy Vehicle.
 - o Une combinaison des deux est aussi envisageable.
- 5,2 Mds USD de billets émis par une filiale à l'étranger d'Evergrande, Jingcheng, et garantis par Tianji, une autre filiale. Pour ceux-là, les créanciers pourraient avoir de nouveaux billets de 4 à 8 ans émis par ces deux sociétés, dans des montants de 6,5 Mds USD et de 0,8 Mds USD respectivement.

China Evergrande estime ce plan de restructuration pourrait atténuer la pression sur le remboursement de ses dettes à l'étranger et « créerait ainsi des conditions favorables à la résolution de ses difficultés en Chine ». En outre, l'entreprise explique que l'acceptation du plan par les créanciers devrait permettre d'éviter une procédure de liquidation par le tribunal compétent à Hong Kong.

Pour rappel, le plan de restructuration, initialement envisagé en juillet 2022, avait depuis été reporté. Le plan du 22 mars ne couvre qu'une petite partie de l'ensemble des dettes d'Evergrande, estimées à plus de 250 Mds au total. En particulier, selon les informations communiquées par le groupe, à la fin 2022, le montant de ses dettes avec intérêts ayant dépassé les dates d'échéance a atteint environ 208,4 Mds CNY (28 Mds EUR), les acceptations commerciales intérieures 326,3 Mds CNY (44 Mds) et les passifs éventuels (*contingent liabilities*) 157,3 Mds CNY (21 Mds EUR).

Politique économique : publication d'une liste de priorités par le Bureau Général du Comité central du PCC, reprenant les grands axes des annonces politiques précédentes

Le Bureau général du Comité central du PCC a [publié](#) le 19 mars un "projet de travail en termes d'enquête et de recherche au sein du Parti". Le projet prévoit notamment d'étudier les aspects suivants :

- Mettre en œuvre les décisions du Comité central du Parti ainsi que les principales instructions du Secrétaire Général Xi Jinping concernant les régions, les services et les secteurs.
- Mettre en œuvre de nouveaux concepts et construire un nouveau modèle de développement. Promouvoir un développement de haute qualité ainsi qu'une autonomie scientifique et technologique. Elargir la demande domestique, approfondir les réformes structurelles du côté de l'offre, construire un système moderne des industries, mettre en œuvre les « deux inébranlables », attirer et utiliser les capitaux étrangers et promouvoir la revitalisation rurale.
- Coordonner le développement et la sécurité. Assurer la sécurité de l'alimentation, de l'énergie, des chaînes industrielles et d'approvisionnement, de la production, de la nourriture et des médicaments ainsi que de la santé publique.
- Approfondir la réforme et l'ouverture et promouvoir une ouverture de haute qualité.
- Gouverner le pays conformément à la loi et améliorer le système juridique du socialisme.
- Promouvoir la prospérité commune et améliorer les moyens de subsistance et le bien-être de la population. Consolider les résultats dans la réduction de la pauvreté. Réduire les écarts entre les zones urbaines et les zones rurales en termes de développement et de revenu.
- Les aspects qui préoccupent le plus la population tels que l'emploi, l'éducation, les soins médicaux, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et le logement.
- Promouvoir la construction d'une belle Chine. Protéger l'environnement et maintenir la sécurité écologique.
- Maintenir la stabilité sociale. Prévenir et réduire les catastrophes et faire face aux urgences publiques majeures. Traiter les conflits entre les personnes. Renforcer la prévention et le contrôle de la sécurité sociale.
- Gouverner strictement le Parti. Mettre en œuvre les fonctions politiques et organisationnelles du Parti. Augmenter les capacités de faire face aux incidents de type « cygne noir » et aux « rhinocéros gris ». Prévenir et résoudre les risques. Eviter le formalisme, la bureaucratie, la « mentalité liée aux privilèges ».

Banque et finance

Marché boursier : poursuite d'une hausse légère des indices

Cette semaine, tous les indices chinois ont enregistré une hausse. Ils demeurent toutefois en baisse sur le mois de mars, à l'exception de l'indice Star Market de la bourse de Shanghai.

La hausse progressive s'opère alors que le soutien monétaire de la PBoC pour fournir un niveau de liquidités suffisant dans l'économie se poursuit. Par ailleurs, les marchés actions chinois enregistrent à nouveau des entrées nettes de capitaux via les *stock connect* cette semaine, d'un montant de 10,95 Mds RMB (après 14,7 Mds RMB la semaine dernière).

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 20 et le 24 mars	2,2%	1,0%	3,4%	3,4%	3,5%	1,9%
Depuis le 1 ^{er} mars	-2,4%	-1,4%	-2,4%	-3,0%	6,7%	-5,1%
Depuis le 1 ^{er} janvier	3,6%	4,8%	4,7%	0,6%	8,3%	2,1%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : baisse des échanges commerciaux entre la Chine et le reste du monde sur les deux premiers mois de 2023

NB : Pour lisser l'impact du Nouvel An chinois, lequel a alternativement lieu en janvier ou février en fonction du calendrier lunaire, nous combinons les chiffres du commerce extérieur pour les mois de janvier et février. Cette année, la semaine de vacances du Nouvel An chinois a débuté le 23 janvier.

- **Sur les deux premiers mois de l'année 2023, les exportations vers le reste du monde ont baissé de 7,1 % en g.a.** (après -10,1 % en décembre, et -9,2 % en novembre) dans le contexte la dégradation de la conjoncture internationale.

Les exportations sont restées dynamiques vers l'ASEAN (+8,3 % à 82,7 Md\$), la Russie (+19,2 % à 15,0 Md\$), et l'Australie (+3,3 % à 12,3 Md\$) mais ont chuté vers l'UE (-12,3 % à 80,1 Md\$, du fait d'une baisse des exportations de 16,9 % à 15,9 Md\$ vers l'Allemagne et de 19,2 % à 6,4 Md\$ vers la France), les Etats-Unis (-21,8 % à 71,6 Md\$), et Hong Kong (-23,7 % à 35,8 Md\$).

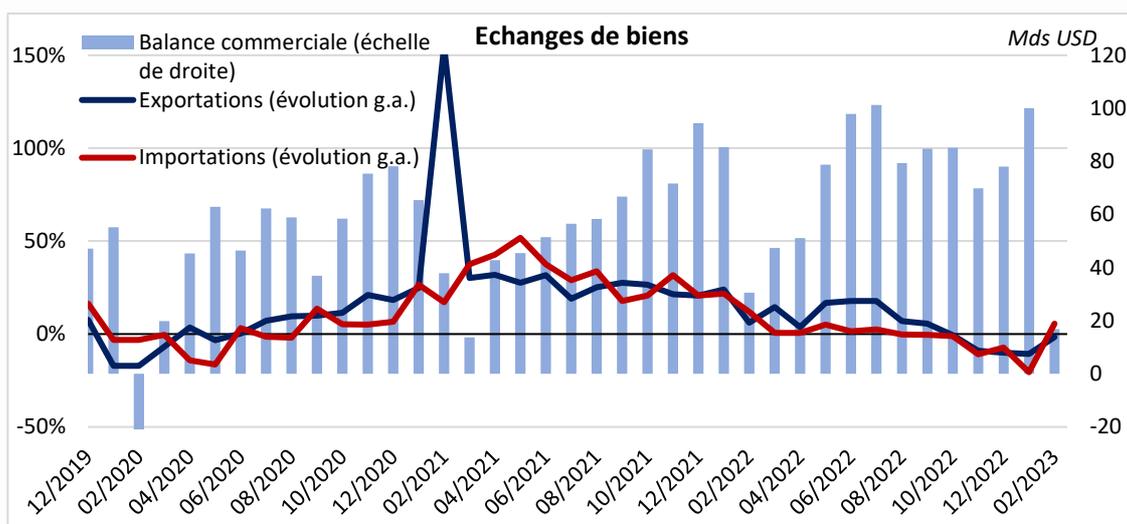
La croissance des exportations d'acier et de fer (+26,1 % à 15,0 Md\$), de produits agroalimentaires (+1,8 % à 14,5 Md\$), de pétrole raffiné (+110,0 % à 10,3 Md\$) et de voitures (+65,2 % à 14,0 Md\$) n'ont pas compensé la baisse des exportations de produits mécaniques et électriques (-7,4 % à 294,0 Md\$, du fait de la baisse de 32,2 % à 26,7 Md\$ pour les ordinateurs) et de produits technologiques (-18,8 % à 127,1 Md\$).

- **-9,2 % en g.a. à 389,4 Md\$ pour les importations de biens depuis le reste du monde en janvier et février**, après -7,3 % en décembre et -10,9 % en novembre. Les importations ont baissé en provenance de la plupart des principaux partenaires commerciaux, dont l'ASEAN (-8,0 % à 55,4 Md\$), l'UE (-5,5 % à 43,3 Md\$) du fait de la baisse des importations de 3,9 % à 17,1 Md\$ en provenance d'Allemagne (et malgré la hausse de 4,0 % à 5,8 Md\$ des importations en provenance de France), des Etats-Unis (-4,7 % à 30,3 Md\$), et de Taiwan (-31,2 % à 27,5 Md\$). Elles ont enregistré une hausse depuis l'Australie (+17,7 % à 25,3 Md\$), la Russie (+35,0 % à 18,6 Md\$), et le Brésil (+17,0 % à 15,2 Md\$).

La baisse des importations a été contenue par la hausse des importations de matières premières, notamment pour les biens énergétiques (+4,2 % à 121,4 Md\$), l'agroalimentaires (+12,0 % à 39,6 Md\$), et le fer (+8,9 % à 20,6 Md\$). Les importations de produits électriques et mécaniques (-25,9 % à 129,0 Md\$) et de produits *high-tech* (-25,9 % à 93,6 Md\$) ont baissé.

- **L'excédent commercial sur les deux premiers mois s'élève à 116,9 Mds USD**, en légère hausse (+0,8 %) par rapport à l'année dernière (116,0 Mds).
- **Le commerce bilatéral avec la Russie était en forte hausse sur les deux premiers mois de l'année** (+27,5 % en g.a. à 33,7 Md\$, après +8,3 % en décembre et +23,8 % en novembre). La tendance de la hausse des importations en provenance de Russie (+35,0 % à 18,6 Md\$) n'est pas exclusivement liée à l'augmentation des prix de l'énergie et reflète depuis le mois de mai 2022 une hausse des importations chinoises en volume (voir le tableau plus bas). Les exportations chinoises vers la Russie ont quant à elles augmenté sur les deux premiers mois de l'année (+19,2 % à 15,0 Md\$) du fait de la hausse des exportations de machines et appareils

mécaniques (+14,3 % à 3,4 Md\$), de voitures (+133,9 % à 2,1 Md\$). Les exportations de machines et appareils électriques (-12,7 % à 2,3 Md\$) ont baissé malgré la hausse des ventes de circuits intégrés (+89,6 % à 64 M\$).



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-février 2023 (source : douanes chinoises)

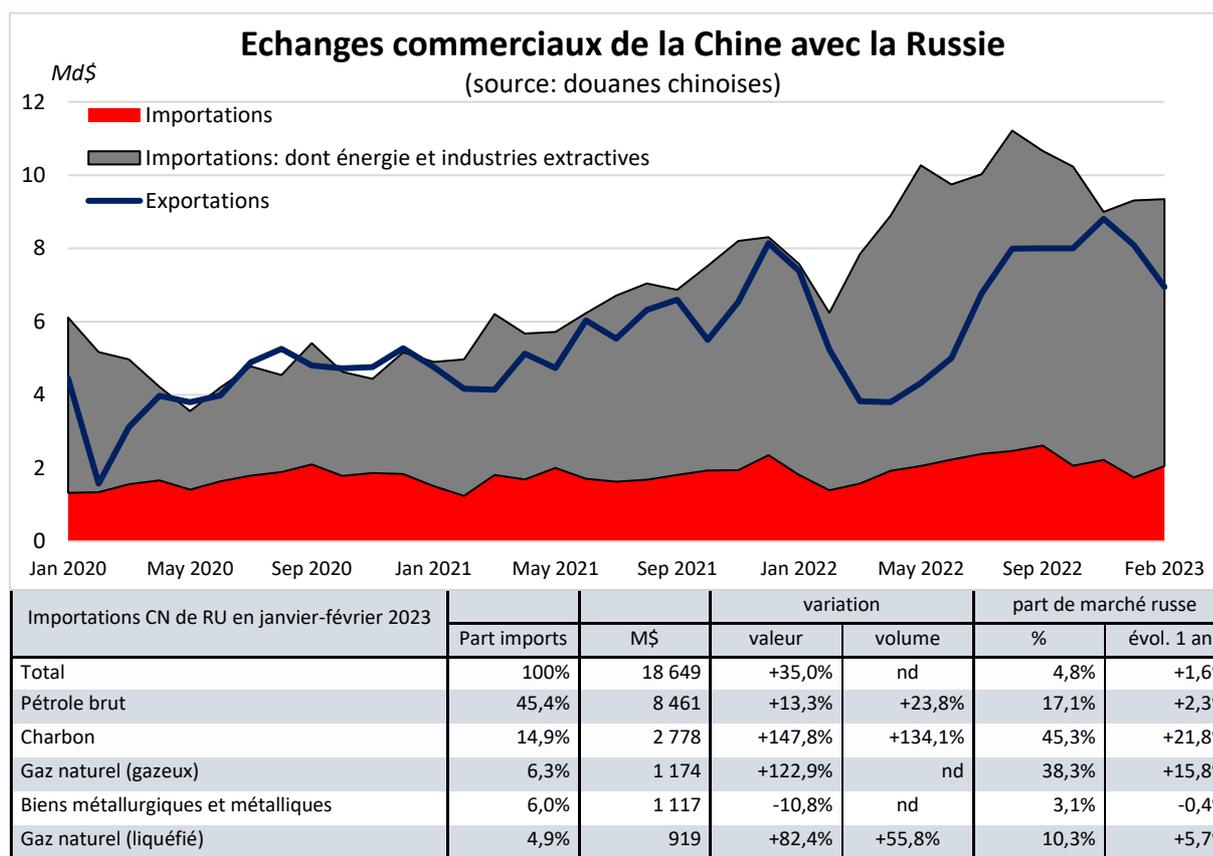
	Montant (Md\$)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	895,7	-8,0 %
Exportations chinoises	506,3	-7,1 %
Importations chinoises	389,4	-9,2 %
Balance commerciale	116,9	augmentation de la balance commerciale de 0,9 Md\$

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-février 2023 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Md\$)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	55,4	14,2	-8,0 %
Union européenne	43,3	11,1	-5,5 %
dont Allemagne	17,1	4,4	-3,9 %
dont France	5,8	1,5	+4,0 %
Taiwan	27,5	7,1	-31,2 %
Corée du Sud	24,3	6,2	-29,1 %
Japon	23,4	6,0	-23,0 %
États-Unis	30,3	7,8	-4,7 %
Australie	25,3	6,5	+17,7 %
Russie	18,6	4,8	+35,0 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-février 2023 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Md\$)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	71,6	14,1	-21,8 %
ASEAN	82,7	16,3	+8,3 %
Union européenne	80,1	15,8	-12,3 %
<i>dont Allemagne</i>	<i>15,9</i>	<i>3,1</i>	<i>-16,9 %</i>
<i>dont France</i>	<i>6,4</i>	<i>1,3</i>	<i>-19,2 %</i>
Hong Kong	35,8	7,1	-23,7 %
Japon	26,6	5,3	-3,3 %
Corée du Sud	24,0	4,7	+1,4 %
Russie	15,0	3,0	+19,2 %



Relations Chine-Russie : Vladimir Poutine annonce vouloir accroître les échanges économiques entre la Chine et la Russie

Lors d'une conférence de presse tenue le 21 mars en marge du déplacement du chef d'Etat chinois Xi Jinping en Russie, le chef d'Etat russe Vladimir Poutine a [déclaré](#) que la Russie aiderait les sociétés chinoises à « remplacer » les entreprises « occidentales » s'étant retirées du pays suite à l'invasion de l'Ukraine. Les deux dirigeants ont en outre [souligné](#) leur intention d'approfondir les échanges commerciaux bilatéraux.

Depuis le début de la guerre en Ukraine la Chine tirerait un bénéfice économique par l'importation d'énergie à relativement faible coût et le remplacement de fournisseurs occidentaux par des fournisseurs chinois sur une série de produits.

Selon [Reuters](#), **la part de marché des véhicules chinois** serait de 31,3 % en novembre 2022 contre 9,6 % en janvier 2022, alors que les ventes de véhicules particuliers et de véhicules commerciaux légers connaissent un important déclin en Russie (-61 % en g.a.), notamment sous l'effet des sanctions occidentales. Désormais, le marché de l'automobile tend à se partager entre les marques russes et les marques chinoises.

Pour les **smartphones**, alors que de nombreuses entreprises occidentales (dont Samsung et Apple) ont cessé leurs ventes en Russie, certaines entreprises chinoises [auraient](#) conclu des accords commerciaux en pays tiers (Ouzbékistan, Kazakhstan), facilitant les importations parallèles par la Russie. D'après [Reuters](#), les fabricants de smartphones chinois représentaient 70 % des parts de marché russe en juin 2022, avec Xiaomi, Realme et Honor en tête.

Pour rappel, en 2022 les importations chinoises en provenance de Russie ont fortement augmenté (+43,2 % en à 112,2 Mds USD), ainsi que les exportations de cette dernière vers la Russie (+12,8 % à 76,3 Mds USD).

Investissements sortants : relance du projet de mine de fer de Simandou, en Guinée

Selon [Caixin](#), les travaux de construction de la mine de Simandou en Guinée ont récemment été relancés. La mine contiendrait plus de 2 milliards de tonnes de réserves de minerai de fer.

Les droits miniers de Simandou sont divisés en quatre blocs. Winning Consortium Simandou (WCS, un consortium chinois) contrôle deux blocs au nord, tandis que les deux autres blocs au sud sont détenus par Rio Tinto, en partenariat avec Aluminum Corp. of China Ltd et d'autres sociétés chinoises. Les autorités guinéennes détiennent 15 % de la mine.

En juillet dernier, le gouvernement guinéen, WCS, et Rio Tinto avaient signé un accord portant sur la création d'une co-entreprise, La Compagnie du TransGuinéen (CTG), en vue de développer des infrastructures nécessaires à l'exportation de minerai de fer, notamment à travers la construction d'un chemin de fer et d'un port.

Le projet Simandou présente un intérêt stratégique pour la Chine, premier consommateur de minerai de fer au monde, cherchant à diversifier ses sources d'approvisionnement .

Investissements sortants : les entreprises publiques chinoises continuent à investir dans des ports à travers le monde

Selon [Caixin](#), la société publique chinoise China Cosco Shipping Corp. Ltd aurait investi 375 MUSD pour une prise de participation de 25 % dans le nouveau terminal à conteneurs développé au port d'Ain Sokhna en Egypte, au sud de l'entrée du canal de Suez. La période de coexploitation sera de 30 ans. Après l'achèvement des travaux, la capacité annuelle du terminal s'élèvera à 1,7 million d'EVP.

[Reuters](#) a également rapporté cette semaine que les autorités des îles Salomon ont attribué un contrat de modernisation du port international à Honiara à l'entreprise publique chinoise China Civil Engineering Construction Company (CCECC), dans le cadre d'un projet financé par la Banque asiatique de développement (BAD).

Les Etats-Unis et leurs alliés dans le Pacifique, dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon, craignent que Pékin ait pour ambition de construire une base navale dans la région suite à la conclusion d'un pacte de sécurité entre les îles Salomon et la Chine l'année dernière. Les îles Salomon et la Chine ont toujours nié que cet accord autorise l'installation d'une base navale.

Pour rappel, en novembre 2022, Cosco Shipping Ports avait souhaité acquérir une participation de 35 % dans le terminal à conteneurs Tollerort dans le port de Hambourg, mais avait dû se contenter d'une participation à hauteur de 24,9 % suite à un refus des membres du gouvernement allemand ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 31 octobre 2022](#)).

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : Huawei modifie sa stratégie d'approvisionnement

Ren Zhengfei, fondateur du groupe Huawei, a déclaré que son groupe aurait substitué près de 13 000 composants utilisés dans sa chaîne de production au cours des trois dernières années. Le design de 4000 circuits imprimés aurait également été modifié pour s'adapter à ces contraintes. Ces chiffres ont été évoqués lors d'un discours [délivré le 24 février dernier](#), prononcé par à l'attention de la communauté académique ayant participé aux efforts de Huawei.

Huawei fournit d'importants efforts de R&D afin de circonscrire les effets des sanctions américaines l'affectant depuis 2019. Les dépenses en R&D ont été de 23,2 Mds USD en 2022, et Ren Zhengfei identifie cet effort comme nécessaire pour stabiliser les approvisionnements du groupe. Le pôle R&D du groupe concentre 55 % des effectifs de l'entreprise, soit 107 000 personnes. Huawei nourrit un effort de diversification de ses activités vers les domaines des véhicules connectés, des semi-conducteurs et du cloud, sans pour autant délaisser les technologies de télécommunication, qui constituent son cœur de métier.

Innovation : les modalités de la réforme du système d'innovation chinois se précisent

He Defang, secrétaire général adjoint du ministère des Sciences et des Technologies (MOST), a récemment cosigné un [article](#) sur le développement et l'évolution du système chinois d'innovation. Cet article a été publié dans le bulletin mensuel de l'Académie chinoise des Sciences (CAS), rattachée directement au Conseil des Affaires de l'Etat.

D'après He Defang, les entreprises menant de la recherche appliquée et les instituts de recherche fondamentale sont déconnectés et cloisonnés. Le « nouveau système d'innovation » incitera les deux parties à collaborer étroitement pour atteindre les objectifs stratégiques définis par l'Etat. Dans cette perspective, l'Etat doit s'assurer de la concordance entre « les systèmes d'innovation et les paradigmes technologiques et économiques », afin de résoudre les « points d'étranglement » (卡脖子) sur les chaînes de valeur.

Pour rappel, le [plan de réforme du Conseil des Affaires de l'Etat](#), publié à l'occasion des *lianghui* (réunion des deux assemblées parlementaires chinoises) le 5 mars dernier, mentionne la réorganisation du MOST parmi les évolutions institutionnelles prioritaires. Cette réorganisation serait menée sous la houlette d'une commission centrale du Parti (Commission Centrale des Sciences et Technologies - CCST), le MOST étant placé sous la tutelle de cette nouvelle commission, conformément au discours de Xi Jinping appelant au « leadership unifié » du PCC sur les sciences et technologies ([voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 6 mars 2023](#)). La CCST aura notamment pour [mission](#) de coordonner l'intégration civilo-militaire, dont le caractère stratégique a été réaffirmé par Xi Jinping le 8 mars dernier ([voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 13 mars 2023](#)). En outre, la CCST

assumera des fonctions auparavant confiées à des groupes de travail¹ sous l'égide du Conseil des Affaires de l'État, qui seront dissous.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Quatre groupes de travail sont concernés : (i) *Central National Laboratory Construction Leading Group* ; (ii) *National Science and Technology Leading Group* ; (iii) *National Science and Technology System Reform and Innovation System Construction Leading Group* ; (iv) *National Medium and Long-term Science and Technology Development Planning Leading Group*.

Développement durable, énergie et transports

Energie fossile : La visite de Xi Jinping en Russie n'aboutit pas sur un accord sur le gazoduc *Power of Siberia 2*

Xi Jinping s'est rendu en Russie pour rencontrer Vladimir Poutine du 20 au 22 mars 2023. Si les deux dirigeants ont confirmé leur volonté de renforcer leur partenariat stratégique global, la Chine ne semble pas vouloir précipiter de grands accords économiques ou énergétiques, au premier rang desquels le projet de gazoduc *Power of Siberia 2*, dans un contexte de dépendance économique grandissante de la Russie à la Chine.

Aucun accord formel n'a été signé pour le gazoduc *Power of Siberia 2*, qui pourrait rediriger les flux de gaz russes de l'Europe vers la Chine en passant par la Mongolie, en complément du gazoduc *Power of Siberia* en fonctionnement depuis 2019. Ce projet est crucial pour les revenus de la Russie, et fournirait du gaz bon marché à la Chine, malgré une volonté de cette dernière de diversifier ses fournisseurs. Pendant la visite de Xi Jinping, Vladimir Poutine a promis de délivrer un minimum de 98 Mds m³ par an de gaz via pipeline à la Chine d'ici 2030 (contre 17 Mds m³ en 2021), un chiffre atteignable seulement si *Power of Siberia 2* est mis en route (le gazoduc devrait en effet acheminer 50 Mds m³/an de gaz). Cependant, contrairement à ce que laissaient entendre les propos de Vladimir Poutine sur la conclusion imminente d'un accord, les deux présidents se sont seulement entendus pour « faire des efforts pour poursuivre le travail sur les études préparatoires et les consultations ». Le vice premier ministre russe en charge des questions énergétiques a dit espérer une signature de cet accord cette année.

Pour rappel, la Russie est le 2^{ème} fournisseur de gaz via pipeline de la Chine en 2022 (22 % de parts de marché en valeur), après le Turkménistan (58 %). Sa part a fortement augmenté entre 2021 et 2022 (+ 9 points de pourcentage), suite à la guerre en Ukraine.

Par ailleurs, dans la [déclaration conjointe russo-chinoise](#), est évoquée la volonté de coopérer sur les domaines climatiques, énergétiques, environnementaux et des transports : coopération sur le développement durable, la promotion de projets de coopération énergétique fossiles et décarbonés, le maintien de la sécurité énergétique internationale et de la stabilité du marché mondial de l'énergie, la coopération dans le domaine des transports (transport ferroviaire et maritime de marchandises entre la Chine et l'Europe à travers la Russie, notamment), la coopération sur la recherche scientifique sur la protection de l'environnement marin, le travail continu sur l'Accord de Paris et le Cadre de Kunming-Montréal. Est soulignée notamment l'opposition à la politisation des questions climatiques, sur fond de tensions Chine - Etats-Unis.

Rappel de la chronologie des gazoducs *Power of Siberia* et *Power of Siberia 2* :

Power of Siberia :

- 2014 : signature de l'accord pour un [contrat](#) d'approvisionnement en gaz de 30 ans via le gazoduc *Power of Siberia*.
- 2019 : premières livraisons.
- Février 2022 : accord entre CNPC et Gazprom pour augmenter l'approvisionnement en gaz de 10 Mds de m³ par an à partir de 2023 ([voir Brèves du SER, semaine du 7 février](#)).

- Septembre 2022 : accords complémentaires entre CNPC et Gazprom, dont un portant sur le consentement du paiement en roubles et CNY pour les livraisons de gaz russe.

Power of Siberia 2 :

- Fin février 2022 : accord Russie-Mongolie pour le gazoduc Soyuz Vostok, extension du projet *Power of Siberia 2* (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 28 février](#)).
- Septembre 2022, lors du 7e Forum économique oriental à Vladivostok, le président Poutine a déclaré qu'avaient été convenus tous les principaux paramètres de *Power of Siberia 2* (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 5 septembre 2022](#)).

Sources : [FT](#), [Bloomberg](#), [Déclaration conjointe russo-chinoise](#)



Climat : La Chine réaffirme son opposition au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE (MACF), invoquant une incompatibilité avec les règles de l'OMC

Le 15 mars 2023, la Chine a demandé à tenir des échanges multilatéraux dans l'enceinte de l'OMC sur « le commerce international et les impacts de certaines mesures environnementales », visant ainsi particulièrement le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE, agréé officiellement en décembre 2022 par les institutions européennes. La Chine est fortement opposée au MACF depuis 2020, arguant qu'il ne serait pas conforme aux règles de l'OMC (ce que contredit l'UE), qu'il constituerait une mesure de protectionnisme imposant des « barrières commerciales vertes », qu'il serait un mécanisme unilatéral et qu'il ne respecterait pas le principe des « responsabilités communes mais différenciées » de l'Accord de Paris ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 16 novembre 2020](#)). Cette demande de la Chine auprès de l'OMC ne devrait pas déboucher sur un différend formel.

Lorsqu'il prendra pleinement effet en 2026 (d'ici là, les entreprises sont seulement tenues de rapporter leurs émissions), le MACF obligera les entreprises hors-UE exportant des biens vers l'UE à s'acquitter d'un ajustement équivalent au prix du carbone sur le marché européen, afin d'assurer une équité entre les entreprises européennes et hors-UE. La différence du prix du carbone dans chaque zone (le prix du carbone est 10 fois plus élevé dans l'UE qu'en Chine) peut en effet mener à un phénomène de « fuites de carbone » avec des productions industrielles qui s'installent hors des frontières de l'UE pour continuer à émettre. Le mécanisme mènera à l'extinction des allocations gratuites pour le secteur industriel en UE. Les secteurs visés sont pour le moment le fer et l'acier, le ciment, l'aluminium, les engrais, l'électricité et l'hydrogène.

L'impact pour les entreprises chinoises sera d'abord limité car ces 6 secteurs ne représentent que 3 % des exportations de la Chine vers l'UE, puis il deviendra graduellement plus fort, du fait de l'extension attendue du MACF aux secteurs du plastique et aux substances chimiques (ce qui représenterait 9,7 % des exportations chinoises en UE, et pourrait coûter 650 MEUR par an à la Chine). Un rapport de 2021 de l'IGPD estime que le MACF coûterait à terme entre 300 et 400 MEUR par an aux secteurs de l'aluminium, de l'acier et du fer (soit 100 EUR/t en plus pour le fer et l'acier, et 600-700 EUR/t en plus pour l'aluminium), mais n'impacterait presque pas les engrais et le ciment ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 12 juillet 2021](#)). Un rapport datant de 2021 du cabinet d'avocats Hiways estime même que le MACF pourrait constituer une opportunité pour la Chine, qui pourrait supplanter la part de marché de la Russie et de la Turquie si elle parvient à devancer ces derniers en matière de réduction des émissions de carbones dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium (voir brèves du SER de Pékin, semaine du 14 juin 2021 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/06/21/breves-hebdomadaires-du-ser-de-pek-in-semaine-du-14-juin>).

En tout état de cause, le MACF pourrait constituer sur le court-terme une incitation pour l'expansion du marché carbone chinois et la mise en place de système et standards pour le rapportage des émissions par les entreprises, qui est également une priorité chinoise évoquée lors des *lianghui* ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 6 mars 2023](#)).

Sources : [SMPC](#), [Yicai](#), [Xinhua](#), [China Dialogue](#), [OIES](#)

Climat : la Cour suprême populaire au soutien de l'objectif d'atteinte de la neutralité carbone

La Cour suprême populaire de Chine a récemment publié un [avis](#) sur le service public de la Justice dans le cadre de l'objectif d'atteinte du pic des émissions et de la neutralité carbone. Ce document, [selon](#) la présidente de la chambre de l'environnement, fournit les premières lignes directrices aux tribunaux pour le traitement du contentieux de l'environnement et du climat. Les instructions et recommandations de traitement concernent quatre catégories d'affaires :

- 1) Transition verte : litiges relatifs aux émissions de gaz à effet de serre, à la pollution atmosphérique, à la compensation administrative pour l'adaptation au changement climatique et au manquement aux exigences de publication d'informations environnementales par les entreprises. Cette partie insiste sur la priorité de la restauration écologique et propose l'achat de crédits de carbone certifiés ou d'autres produits de séquestration du carbone comme une solution pour la compensation des dommages écologiques.
- 2) Restructuration industrielle : litiges relatifs au remplacement des capacités de production obsolètes, les dommages écologiques causées par les entreprises émissives et énergivores ainsi que les conflits liés aux prêts verts.
- 3) Transition énergétique : litiges relatifs à la production de charbon, l'exploitation du pétrole et du gaz, aux prestations en économie d'énergie et aux projets des énergies renouvelables, avec une attention particulière portée sur l'impact environnemental des projets éoliens et solaires dans le désert de Gobi.
- 4) Marché carbone : litiges liés aux quotas d'émissions, crédits carbone et rapports d'émissions.

La Cour suprême a également publié une série de [jurisprudences](#) en la matière pour accompagner l'avis, donnant des exemples concrets tels que le jugement de l'invalidité du contrat de minage de bitcoin. Depuis la signature de l'Accord de Paris, les tribunaux populaires de Chine ont conclu au total 1,12 million d'affaires liés à l'environnement et au secteur du carbone en première instance. Parmi ces affaires, 15 000 d'entre elles sont liées à la transition verte de l'économie, 130 000 à la restructuration industrielle, 900 000 (soit 80,4 %) liées à la transition énergétique, et plus de 600 liées aux transactions sur le marché du carbone. Pour information, la chambre de l'environnement a été [officiellement](#) établie en juillet 2014 au sein de la Cour suprême chinoise, à la suite de la dernière révision de la loi sur la protection de l'environnement en avril 2014.

Actualités régionales

Zhejiang : Lancement de la construction du réacteur N°4 de la centrale nucléaire de Sanmen

Les travaux pour la construction du [réacteur nucléaire](#) n°4 de la centrale nucléaire de Sanmen ont débuté le 22 mars dans la province de Zhejiang. Ce projet est porté par *China Nuclear Power* (中国核电), une filiale de la *China National Nuclear Corporation* (中核集团). Une fois mise en service, la capacité installée totale de la centrale nucléaire de Sanmen atteindra 5 GW, avec une capacité de production d'électricité annuelle de 40 000 GWh. D'après les estimations, ce projet devrait aider à réduire les émissions de 30 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an et sécuriser l'approvisionnement énergétique dans l'est de la Chine. La centrale nucléaire de Sanmen devrait mobiliser essentiellement des acteurs chinois du nucléaire dans la conception, la fabrication, la construction et l'exploitation d'installation nucléaire. Sont notamment impliqués : Shanghai Electric Group, Harbin Electric Group, Erzhong Group (Deyang) Heavy Equipment Co Ltd, Bohai Shipbuilding Heavy Industry Co Ltd, Dongfang Electric Co Ltd, China Nuclear Su Valve Technology Industry Co Ltd, plus de 10 entreprises d'État et plus de 40 entreprises privées.

Zhejiang : Premier sommet industriel chinois sur la réalité virtuelle et le métavers à Hangzhou

Le premier [sommet](#) des industriels chinois sur la réalité virtuelle et le métavers a eu lieu cette semaine à Hangzhou. Plus de 200 chefs d'entreprises chinoises dans ces domaines ont participé. Ce sommet vise à mettre en œuvre la stratégie numérique de la Chine en se concentrant sur l'intégration, l'innovation et l'application à grande échelle de la réalité virtuelle et du métavers dans les domaines économique, social, culturel et écologique. Le sommet a également insisté sur la nécessité de promouvoir les liens entre les chaînes industrielles, l'innovation, les chaînes d'approvisionnements, les ressources et les talents.

Shanghai : allègements fiscaux pour les investissements étrangers pour l'innovation scientifique et technique dans la nouvelle zone de Pudong

Shanghai offre des [allègements fiscaux](#) aux étrangers qui investissent dans l'innovation scientifique et technique dans la nouvelle zone de Pudong. Sept centres de R&D financés par des fonds étrangers et gérés par Dow, General Motors, Fosun Kite, Beken Corporation, Thyssenkrupp, Credo et Siemens Healthineers ont reçu des certificats en tant que premiers centres de Pudong à être exemptés des droits de douane sur les équipements importés, de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur la consommation, tout en bénéficiant d'autres politiques fiscales préférentielles.

Dans le même temps, la zone de Pudong a adopté dix mesures pour encourager les investisseurs étrangers à créer des centres de R&D indépendants et des plateformes d'innovation. Shanghai compte le plus grand nombre de centres de R&D financés par l'étranger sur le continent chinois, dont près de la moitié se trouve à Pudong. 254 centres de R&D financés par l'étranger sont désormais installés à Pudong, dont sept de classe mondiale, principalement dans des secteurs clés tels que la biomédecine, les technologies de l'information et les pièces automobiles.

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : forte volatilité à la bourse de Hong Kong en début de semaine suite au rachat en urgence de Credit Suisse

Le Hang Seng Index (HSI), indice de référence de la bourse de Hong Kong, a clôturé en baisse de 2,7 % le lundi 20 mars, après l'annonce durant le week-end du rachat de Credit Suisse par son concurrent UBS. HSBC et Standard Chartered ont vu leurs titres se contracter de respectivement 6,2 % et 7,3 % à la bourse de Hong Kong, affectés par la réévaluation du risque portant sur les banques par les investisseurs après notamment la décision du régulateur suisse de ramener à zéro la valeur des obligations AT1 émises par Credit Suisse. HSBC, qui avait émis des obligations similaires au début du mois, a vu la valeur de celles-ci se contracter de près de 10 % au cours de la journée du 20 février selon *The Standard*. Le HSI est ensuite remonté progressivement en cours de semaine, gagnant 1,1 % le 21 mars, puis 1,7 % le 22 et 2,1 % le 23. Le HSI Volatility Index (volatilité attendue du HSI à 30 jours) a de son côté atteint le 20 mars son niveau le plus élevé depuis près de 3 mois à 31,09, avant de se contracter au cours de la semaine.

La Hong Kong Monetary Authority (HKMA) a de son côté publié au matin du 20 mars un communiqué se voulant rassurant au sujet de l'impact du rachat de Credit Suisse annoncé la veille. La banque suisse est en effet présente à Hong Kong à travers une succursale locale et deux sociétés supervisées par le régulateur SFC. La HKMA a déclaré que la conduite des affaires de Credit Suisse à Hong Kong se déroulerait ce jour-là « comme à l'accoutumée », les clients de la banque pouvant continuer à accéder à leurs dépôts et à utiliser les services d'intermédiation de Credit Suisse sur les marchés actions et dérivés.

Politique monétaire : la HKMA relève à nouveau son taux directeur de 25 points de base, suite à la décision similaire de la FED

La Hong Kong Monetary Authority (HKMA) a annoncé le 23 mars une hausse de 25 points de base de son taux directeur (*Base Rate*) suite à la hausse similaire des taux de la FED annoncée la veille. Du fait de l'ancrage du dollar hongkongais au dollar US, la HKMA n'est en effet pas libre de sa politique monétaire et se voit contrainte de répercuter chaque décision de la FED sur son propre taux directeur, selon une [règle de calcul prédéfinie](#). Le taux directeur de la HKMA atteint ainsi 5,25 %, soit son niveau le plus élevé depuis 15 ans.

Marché de l'emploi : un regain de dynamisme est à prévoir en 2023 selon une nouvelle étude de KPMG

Selon le [Hong Kong Executive Salary Outlook 2023](#) de KPMG, 44 % des dirigeants d'entreprises s'attendent à une croissance de leurs effectifs en 2023, contre 40 % l'an passé. Dans ce contexte, une nouvelle hausse des salaires est attendue du fait de la concurrence auxquelles font face les entreprises lors de recrutements locaux, une situation aggravée par la vague de départs observée à Hong Kong entre 2020 et 2022 (baisse de 143 800 du nombre de résidents, soit -2 %). Le taux de chômage atteint à ce jour 3,3 % à Hong Kong, en baisse constante depuis l'allègement des restrictions sanitaires.

Macao

Tourisme : augmentation du nombre de visiteurs de 143,1% en g.a. en février

En février, le nombre de visiteurs à Macao a augmenté de 143,1 % en g.a et de 14 % par rapport à janvier 2023 avec 1 593 743 arrivées (dont 1 003 999 en provenance de Chine continentale). Les visites en provenance de Hong Kong continuent à rebondir en raison de la réouverture des frontières entre les deux RAS chinoises, avec 880 229 visiteurs en février, soit une augmentation de 926 % en g.a.

Face à la demande croissante, la compagnie aérienne locale Air Macau prévoit d'augmenter le nombre de vols entre Macao et le Japon, la Corée, Taïwan ainsi que plusieurs pays d'Asie du Sud-Est à compter de la fin mars.

Taiwan

Taux d'intérêt : la CBC annonce une cinquième hausse consécutive de ses taux directeurs

Lors de la dernière réunion de politique monétaire du 23 mars, la Banque centrale de Taiwan (CBC) a décidé de remonter, pour la cinquième fois depuis mars 2022, ses taux d'intérêt de 0,125 point, qui s'établissent désormais à 1,875 % (*discount rate*), 2,25 % (*rate on refinancing of secured loans*), 4,125 % (*rate on temporary accommodations*). Elle a également revu à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie taïwanaise pour 2023 à 2,21 % (contre 2,53 % annoncé fin décembre 2022) et à la hausse le taux d'inflation (CPI) de 2,09 %, (contre 1,88 %).

Export : la demande externe adressée à Taïwan enregistre une baisse continue en février 2023

D'après les dernières statistiques du ministère des affaires économiques (MOEA), [les commandes export ont atteint 42,1 Mds USD au cours du mois de février 2023, soit une chute de -18,3 % en glissement annuel, et la sixième baisse mensuelle consécutive depuis septembre 2022](#). Le MOEA a rajouté que les entreprises taïwanaises bénéficiaient modestement de la reprise des activités industrielles en Chine, la demande domestique du continent restant encore faible avec le commerce de détails qui n'augmente que de près de 3 % par rapport aux deux premiers mois 2022. En dehors des produits minéraux (1,3 Md USD, +28,1 % en g. a.), seul secteur en progression au cours de ce mois-ci, [les produits électroniques diminuent de près de 22 % à 13,8 Mds USD](#), suivis par les produits informatiques et télécommunication (11,7 Mds USD, -20,3 %), les produits métallurgiques (2,1 Mds USD, -21,5 %), les plastiques (1,6 Md USD, -22,8 %), les machines-outils (1,5 Md USD, -16 %), les produits chimiques (1,4 Md USD, -26,9 %) et les produits optiques (1,3 Md USD, -38 %). Ces commandes proviennent principalement des Etats-Unis (31 % du total; en baisse de -12,6 % en g.a.), d'Europe (22 %; -13 %), de Chine et Hongkong (19 %; -35,5 %), d'ASEAN (11 %; -17 %) et du Japon (6 %; +5,5 %). Le MOEA estime que la baisse des commandes devrait encore se poursuivre en mars prochain en g.a., entre 20 et 23 %, pour atteindre un montant d'environ 50 Mds USD.

Prix de l'électricité : le MOEA valide une augmentation moyenne de 11%

[Le comité de révision des prix du Ministère de l'économie](#) (MOEA) a décidé le 17 mars dernier d'appliquer une augmentation sur les prix de l'électricité d'environ 11 % en moyenne (entre 3 et 17 % selon les niveaux de consommation) afin de refléter la hausse mondiale du prix de l'énergie. Le prix moyen de l'électricité à Taiwan passera en conséquence de 2,8064 à 3,1154 TWD/kWh (0,08 EUR) dès le 1^{er} avril pendant une période de six mois jusqu'à septembre prochain. Les autorités, qui souhaitent contenir l'inflation (+2,74 % [en janvier-février 2023 en g.a.](#)) et limiter l'impact sur la population, ont décidé par ailleurs de ne pas appliquer ces nouveaux tarifs aux écoles, aux fermes agricoles et aquacoles, ainsi qu'aux particuliers et aux petits commerçants dont la consommation mensuelle reste inférieure respectivement à 700 et 1500 kWh. Le MOEA, dans un communiqué publié le même jour, rappelle que pour chaque kWh vendu en 2022, Taipower a perdu 1,2 TWD (0,036 EUR). Sur l'ensemble de l'année passée, ce chiffre se monte à plus de 267 Mds TWD (8 Mds EUR).

Mongolie

Green bond : la SFI investit dans la première obligation verte de Mongolie

Afin de stimuler les projets d'énergie verte et renouvelable en Mongolie, la SFI investit dans une obligation verte qui sera émise par la plus grande institution financière commerciale du pays, la Khan Bank. Il s'agit de la toute première obligation verte émise dans le pays. La SFI investit 15 millions d'USD dans cette obligation de 60 millions d'USD sur cinq ans. L'offre a attiré 45 millions d'USD supplémentaires de la part d'investisseurs internationaux, dont 35 millions d'USD de la banque néerlandaise de développement entrepreneurial (FMO) et 10 millions d'USD de MicroVest Capital Management (MicroVest). Cet investissement permettra à la banque de développer son portefeuille climatique en finançant des projets qui soutiennent les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les bâtiments verts, la mobilité verte et l'agriculture intelligente face au climat en Mongolie.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet
Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr